

DÉFENDONS NOS DROITS !

PAS UN DRAME DE PLUS !

Exigeons des moyens pour exercer nos métiers!



Le sous-investissement chronique dans l'Éducation nationale associé aux politiques d'austérité menées à l'encontre des services publics depuis des décennies est responsable de la dégradation de nos conditions de travail et génère de la souffrance au travail.

Personnels de l'éducation, il est temps de reprendre la main sur nos droits, sur nos métiers !

Comme tout salarié.e, nous réclamons à notre employeur le droit d'être protégé.es et d'exercer dans des conditions dignes.



L'ensemble de nos organisations syndicales le dénonce depuis des années, de plans d'urgence en alertes sociales : l'école n'a plus les moyens de fonctionner. Nos professions sont aujourd'hui totalement abandonnées.

Nous refusons un seul drame supplémentaire chez nos collègues comme chez nos élèves.



L'agression de notre collègue enseignante du collège de Sanary fait suite à de nombreuses autres agressions de personnels dans notre académie comme en France ces dernières années et ce sur tout type de poste.

AED, AESH, CPE, assistants sociaux et assistantes sociales, infirmiers et infirmières, psychologues, enseignants et enseignantes, personnels techniques, administratifs et de direction, nous sommes aujourd'hui toutes et tous malheureusement concerné.es par les violences verbales comme physiques.

La santé mentale n'est décidément pas la grande cause nationale 2025 et 2026.

Les élèves subissent également des situations de violence quotidiennes.

Les protocoles se multiplient, les incidents perdurent.



Dans notre département, il manque de tout d'autant plus que le taux d'encadrement et d'accompagnement des élèves est le plus bas de la métropole.

Le budget d'austérité 2026, à nouveau passé en force par le 49.3, c'est l'abandon confirmé ! Par de nouvelles suppressions de postes d'enseignant.es (3 256), le gouvernement tourne le dos aux impératifs éducatifs. Ce budget ne prévoit aucune création d'emplois de CPE ni d'AED, alors que les enjeux de climat scolaire sont de plus en plus évidents. À cette date, nous n'avons toujours aucune information sur la répartition des moyens en emplois assistants sociaux et assistantes sociales, infirmiers et infirmières et de Psy-EN, mais nous savons déjà qu'ils ne répondent aucunement aux besoins réels du terrain.



L'ensemble des organisations syndicales varoises réunies ce 2 mars 2026 envisage toutes les modalités d'action qui permettront de faire reconnaître et de combattre la maltraitance institutionnelle.



L'ensemble des personnels est appelé à s'unir pour établir un véritable rapport de force.

Nos organisations syndicales appellent à un rassemblement avec conférence de presse et demande d'audience, devant la DSDEN du Var, rue Montebello à Toulon, le jeudi 12 mars 2026 à 12h30.

Un préavis de grève unitaire départemental est déposé à compter de ce jeudi 5 mars 2026

**Exigeons la CRÉATION DES POSTES NÉCESSAIRES
pour exercer nos métiers, pour nous protéger, pour protéger les élèves,
pour faire vivre le SERVICE PUBLIC ! Exigeons le RESPECT DE NOS DROITS !**